

Nouvelle Université Bulgare  
 Département des sciences politiques – Équipe e-Citoyenneté  
 Université de Sofia St Clément d'Ohrid  
 Département d'études européennes  
 Association Bulgare des Sciences Politiques  
 Université Matej Bel de Banska Bystrica  
 Faculté des sciences politiques et des relations internationales – Chaire Jean Monnet  
 Université de Szeged  
 Faculté de droit et des sciences politiques – Institut des Études Internationales et Régionales  
 Université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca  
 Faculté d'études européennes – Département de relations internationales et d'études américaines  
 Institut Universitaire Franco-Slovaque  
 University Jagellon, Krakow  
 Institute of European Studies  
 Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines  
 Institut Supérieur de Management - LAREQUOI  
 Institut Français de Bulgarie – Sens Public

# Citoyenneté et intégration européennes 7 et 10 ans après European Citizenship and Integration 7 and 10 years after

Appel à contribution / Call for papers



Colloque International / International Conference

16 avril 2014, Sofia  
 23 avril 2014, Banska Bystrica  
 15 mai 2014, Cluj-Napoca  
 8 juillet 2014, Szeged

## Citoyenneté et intégration européennes 7 et 10 ans après

## European Citizenship and Integration 7 and 10 years after

Pour les pays des dernières vagues d'intégrations, 7 et 10 ans après, les situations restent bien différentes. À la première dichotomie évidente (inégalité/disparité) entre le Nord et le Sud se juxtaposent des différences entre l'Est et l'Ouest (que les Fonds structurels ont eu pour mission de tenter de réduire). Les attentes des Européens étaient grandes et des désenchantements aujourd'hui s'expriment. De plus, ces évolutions ont mis en évidence la réalité et l'intensité des disparités internes au sein de chaque État membre, qui s'imposent à tous les citoyens et qui constituent un fondement, avec les conséquences de la crise depuis 2008, à la fois de mise en place de solidarités élargies et de tendances à des replis identitaires et/ou nationalistes. Une crise idéologique profonde semble secouer certains pays, en particulier lorsque les institutions nationales sont moins reconnues ou légitimées, comme en Bulgarie.

Ainsi, en particulier pour les anciens pays satellites de l'URSS, cette intégration européenne, ce « retour en Europe » pour beaucoup, après la création d'un nouvel État pour quelques-uns, s'inscrit dans un processus plus ou moins long. Il a fallu en effet mettre en place des négociations, des mises aux normes, des transformations souvent profondes des droits, des réglementations voire des institutions. Une « Européanisation » institutionnelle, en quelque sorte, qui s'est inscrite dans une mutation que beaucoup d'analystes ont qualifié de « transition », économique et démocratique.

Il est donc possible de se demander si ce processus d'intégration de l'« acquis communautaire » est bien légitime pour les citoyens de ces pays. Cette intégration est-elle profonde ou superficielle ? Quels effets ont eu ces harmonisations, voire ces uniformisations, institutionnelles, y compris le Processus de Bologne pour l'enseignement supérieur, l'application des directives, la réalisation des programmes communautaires et en particulier l'utilisation des fonds structurels de « convergence » ?

For the countries that joined the EU with the recent waves of integration, the situation is still very different 7 and 10 years later. The first obvious dichotomy between North and South is juxtaposed with a lot of differences between East and West (which the Structural Funds were meant to reduce). Europeans' initial expectations were high and nowadays disenchantment is being expressed. In addition, these developments have highlighted the reality and the intensity of internal disparities within each Member State, which concern all citizens and constitute a basis for the implementation of wider solidarity and of some trends in identity and/or nationalist politics, especially with the consequences of the crisis since 2008. A deep ideological crisis seems to be shaking some countries, especially when the national institutions are less recognized or considered legitimate, as in Bulgaria.

Thus, especially for the former satellite countries of the Soviet Union, the European integration is more or less integrated in a long process, as a “return back to Europe” for many, or after the creation of a new State for some. These integrations took effect after negotiations and normalisations, and often after some profound transformations of rules or of the structure of institutions. An institutional “Europeanization”, somehow, that was part of a change that many analysts have called an economic and democratic “transition”.

It is therefore possible to ask whether this integration of the “acquis communautaire” is legitimate for the citizens of these countries. Is this integration deep or not ? What are the effects of these institutional harmonisations or uniformisations, including the Bologna Process for higher education, of the application to the guidelines, or the implementation of Community programs and in particular the use of the Structural Funds for the objective of convergence ?

On remarque souvent que l'Union européenne jouit, pour ses nouveaux ressortissants, d'une image plutôt positive, en particulier parmi les jeunes générations qui dénoncent en même temps les supposées dérives bureaucratiques. Mais si une défiance envers les institutions nationales s'installe dans le même temps, alors le choix européen est par défaut plus que par conviction. Dans les pays plus au nord, Schengen et l'Euro sont des preuves concrètes, inscrites dans le quotidien, de cette européanité bien que les preuves soient souvent considérées comme relativement rares. La charge symbolique de l'Union européenne reste faible et les quotidiens renvoient surtout aux nations...

L'Union européenne a mis en place une citoyenneté supplémentaire, à défaut d'être supplétive, avec des droits réels mais sans devoirs intégrés dans les mentalités. La légitimation du dispositif institutionnel ne va pas de soi et de nombreux citoyens vivent leur appartenance communautaire comme un ensemble de contraintes plutôt que comme un processus volontaire. Dans l'exemple des citoyens bulgares, par exemple, les délais imposés pour l'adhésion à l'espace Schengen contribuent à maintenir une situation subie comme celle d'un positionnement centre/périphérie.

Il est intéressant de noter que, dans le cadre de cette « Européanisation » des nouveaux pays membres, on évoque toujours cet « acquis communautaire » (le terme étant repris même en anglais et dans les langues locales) alors qu'il s'agit de mettre en œuvre un processus qui a pris une cinquantaine d'années pour certains et qui doit être effectué en, au plus long, dix ou quinze ans pour les nouveaux membres.

7 et 10 ans après, il faut donc se rendre à l'évidence des différences, voire de l'abîme qui sépare les « nouveaux » États européens des « anciens ». Pour les premiers, l'Union européenne semble parfois être une sorte de « club » plus ou moins réservé aux vieilles démocraties occidentales. Mais alors que la question de leur adhésion ne faisait aucun doute, la déception est bien visible chez les nouveaux citoyens européens.

Cela n'est pas contradictoire avec l'importante confiance souvent témoignée envers les institutions européennes, à mettre en relation avec la défiance des citoyens envers leurs propres institutions... et qui d'ailleurs ne pousse pas ces derniers à voter massivement pendant les élections européennes. Certains journalistes bulgares préconisent de mettre leur pays sous tutelle directe et temporaire de la Commission européenne, pour répondre à la crise qui traverse le pays depuis l'hiver 2012-2013, mais il ne s'agit pas en fait d'une preuve de légitimation mais d'une réaction pragmatique... et provocatrice.

It is often noted that the new EU citizens have a rather positive image of the European Union, especially among the younger generations who regret at the same time the alleged bureaucratic excesses. But if a mistrust of national institutions increases at the same time, then the European choice is more by default than by conviction. In the countries in the North, the Schengen and the Euro zones are concrete evidence, installed in daily life, of this “Europeanness”, although it is often considered to be relatively rare. The symbolic EU remains weak and generally is relevant mostly to the nations...

The European Union has set up an additional citizenship, if not supplementary, with real rights but without duties integrated in the mentalities. The legitimation of institutions is not obvious and many people live their European membership as a set of constraints rather than as a voluntary process. In the example of Bulgarian citizens, the question of the deadline for the country's accession to the Schengen area helps to maintain a situation experienced by them as a juxtaposition between centre and periphery.

It is interesting to note that, under this “Europeanization” of the new Member States, one always evokes the “acquis communautaire” (the French term is used even in English, as well as in the local languages). And while its implementation was a process that took fifty years for the old states, it has to be carried out in ten or fifteen years for the new members!

7 and 10 years later, we are forced to acquiesce to the evidence of those differences, even the gulf between the “new” European states and the “old” ones. For the former, the European Union sometimes seems to be a sort of a “club” more or less reserved for old Western democracies. But while there was no doubt about the question of membership, the disappointment is clearly visible for the new European citizens.

It is not contradictory to link the important trust in the European institutions often exhibited by new EU citizens to the mistrust displayed towards their own country's national institutions... and also this does not encourage them to vote massively at the European elections. In response to the crisis which Bulgaria has been going through since the winter of 2012-2013, some Bulgarian journalists advocate for their country to be under direct temporary guardianship of the European Commission. However, this idea is not necessarily proof of legitimacy but a pragmatic... and provocative reaction.

Évidemment, la question de l'intégration et de la citoyenneté européennes va bien au-delà des considérations politiques, diplomatiques, institutionnelles voire journalistiques, toute la société, chaque citoyen, chaque résident est concerné. Il s'agit aussi d'analyser l'intégration et la citoyenneté avec l'évolution des comportements et des usages, les migrations et les mobilités, le développement de communautés avec les réseaux sociaux, les permanences des connexions à l'Internet, l'évolution des médias traditionnels ou encore les usages des programmes de télévision... Migrants et *free movers* européens s'inscrivent dans un contexte « surmoderne » et c'est peut-être ainsi que cette citoyenneté européenne complémentaire aux citoyennetés nationales est une « super/post-citoyenneté », dans une super/post-démocratie ?

L'évolution des nationalités dans la diversité des États européens doit être articulée avec celle des citoyennetés et de l'intégration, d'une part, et avec la question des identités (locales, régionales, nationales, européenne[s], etc.), d'autre part. Processus identitaires et engagements citoyens révèlent aussi la capacité des citoyens à se construire comme tels.

L'intégration européenne est un processus complexe et long. À défaut de pouvoir constater l'émergence d'un espace public européen, des convergences existent qui permettent d'envisager la connexion d'espaces publics au sein de l'Union et la réalisation d'une citoyenneté active. Pour cela, il faut qu'au sein de chaque pays, les citoyens nationaux fassent le choix de la découverte de ces espaces, et non celui de l'ignorance et du rejet.

Obviously, the issue of integration and European citizenship goes beyond the political, diplomatic, institutional or even journalistic considerations ; the whole society, every citizen, each resident is concerned. It is also necessary to analyse the integration and the citizenship together with the changes of attitudes and of uses, taking into account the migrations and mobility, and the development of communities in social networks, the permanent connections to the Internet, the evolution of traditional media or the uses of television programmes... Migrants and European free movers are part of a “supermodern” context and perhaps the European citizenship that complements the national citizenship could also be a “super/post-citizenship” in a super/post-democracy?

The evolution of the diversity of nationalities in European countries should be articulated with that of citizenship and integration on the one hand, and the question of identities (local, regional, national, European[s], etc.), on the other. The identity processes and the social commitments also reveal the ability of citizens to build them as such.

European integration is a complex and long-lasting process. Failing to see the emergence of a European public space, some convergences exist that allow considering the connection of public spaces inside the Union and the implementation of an active citizenship. For this, it is necessary that the national citizens make the choice to discover these spaces within each country, and not that of ignorance and rejection.





16 avril 2014, Sofia / 16<sup>th</sup> April 2014, Sofia

## L'Europe face à ses nouveaux citoyens : des mobilisations aux élections Europe facing its new citizens: from mobilizations to elections

*Sous la direction d'Anna Krasteva et Ildiko Otova*

À quelques semaines des élections européennes, la session proposée à Sofia a pour objectif de permettre des échanges sur les **nouvelles mobilisations, contestation et participations des citoyens** pour construire un espace de citoyenneté européenne.

Quels moyens, quels projets, quelles réalités ?

En particulier, il est proposé de décrire et d'analyser les **formes conventionnelles et non conventionnelles de participation citoyenne et politique**.

Ces **nouveaux engagements** aboutissent-ils à de nouvelles **formes d'abstentions** ?

Quelles relations peut-on établir entre ces exercices de la citoyenneté, les participations et les **mobilités** ? Par exemple, les européens mobiles construisent-ils des identités particulières et adoptent-ils des comportements spécifiques ?

Dans ces contextes, où en est la **démocratie digitale et l'e-citoyenneté**, s'agit-il d'une transformation radicale ou seulement d'un avatar technique ? Les usages du numérique et des écrans transforment-ils radicalement les citoyennetés ?

Les **élections européennes** et les nouvelles citoyennetés : comment intégrer ces dernières dans le processus de représentation communautaire ?

Enfin, la question des **identités et des citoyennetés européennes** : quelles articulations, quelles réalités et quelles perspectives ?

A few weeks before the European elections, the session planned in Sofia aims to allow some exchanges about **new mobilizations, protests and participations of citizens** to build a space for European citizenship.

What means, what projects, what realities?

In particular, it is proposed to describe and to analyse the **conventional and unconventional forms of civic and political participation**.

Do these **new commitments** lead to **new forms of abstention**?

What relationships can be established between these exercises of citizenship, participation and **mobility**? For example, could the mobile Europeans build particular identities and adopt specific behaviours?

In these contexts, what about **digital democracy** and **e-citizenship**? Is it a radical transformation or only a technological change? Could the use of digital media and of screens radically transform citizenships?

**European elections** and new citizenships: how to integrate these in the European electoral process?

Finally, the question of **identity and of European citizenship** : what layouts, realities and prospects ?

Броени седмици преди европейските избори, предложенят дебат в София ще постави въпроси, свързани с новите **мобилизации, протести и участие на гражданите**, необходими за изграждането на европейското гражданско пространство.

Какви са средствата, проектите и реалностите?

Ще бъдат описани и **анализирани конвенционалните и неконвенционалните форми на гражданско и политическо участие**.

Тези **нови форми на гражданска ангажираност** могат ли да доведат до **нови измерения на абстенционизъм**?

Какви взаимовръзки могат да се установят между проявите на гражданственост, ангажираност и **мобианост**? Например, дали мобилните европейци изграждат специфични идентичности и поведение?

И в този контекст, къде е мястото на **дигиталната демокрация и на е-гражданствеността**, и дали става дума за радикална трансформация или само за технически промени? Дали информатизацията и мониторът променят коренно гражданствеността?

Как **европейските избори** и новите форми на гражданственост се включват в процеса на представителната демокрация в ЕС?

Въпросът за **европейските идентичности и европейската гражданственост** : кои са пресечните точки, каква е реалността, какви са перспективите?

23 avril 2014, Banska Bystrica / 23<sup>th</sup> April 2014, Banska Bystrica

## Coopérations, Intégrations et Voisinages Cooperations, Integrations and Neighborhood

*Sous la direction de Radovan Gura et Gilles Rouet*

L'évolution politique et administrative de l'Union européenne est bien particulière. Une **organisation multiniveau** existe *de facto* avec toujours des bilatéralités et des anciennes et nouvelles **multilatéralités** en son sein. L'évolution et les perspectives de l'Union européenne, notamment en matière de coopération, doivent tenir compte des réalités de ces multilatéralités. L'exemple de l'accord Visegrád est, sur ce point, très intéressant.

On peut également se demander quel est désormais le **rôle des représentations diplomatiques** des États membres au sein de l'Union européenne. Est-ce que cela contrarie ou aide le projet européen, favorisant ou non les projets collectifs ?

En particulier, les **diplomaties éducatives, culturelles et économiques** au sein de l'Union européenne constituent des bilatéralités qui ne sont pas nécessairement au service de l'intégration européenne ou encore de la politique de voisinage de l'Union européenne. Des approches croisées des politiques extérieures, pour l'Europe, de différents États membres sont suggérées.

L'évolution de l'UE semble aboutir à des convergences, des harmonisations et/ou des uniformisations dans différents domaines législatifs ou réglementaires (nationalité, économie, éducation, droit social, etc.) mais des différences persistent (conditions de travail, niveau de vie, conditions de logement, systèmes de santé, politiques sociales, etc.) et contrarient une **intégration européenne, en particulier sociale**.

Enfin, il est intéressant de tenter une mise en perspective du processus et de la réalité de l'intégration européenne avec **l'évolution de la politique de voisinage** (considérant les multilatéralités), de la prise en compte des valeurs commune et de la recherche de **sécurité globale**.

The political and administrative development of the European Union is quite specific. A **multilevel organization** exists *de facto* with bilateralities (still) and old and new **multilateralities** therein. The development and the prospects of the European Union, in terms of cooperation, must take into account the realities of these multilateralities. The example of the Visegrád agreement is very interesting in this respect.

One can also wonder what is now the **role of the diplomatic mission** of each Member State within the European Union. Does it help or thwart the European project, does it promote or not the collective projects?

In particular, **educational, cultural and economic diplomacies** within the European Union are bilateralities that are not necessarily in the service of European integration or of the neighbourhood policy of the European Union. That is why some cross-cutting approaches of external policies for Europe in different Member States are suggested.

The evolution of the EU seems to lead to convergences, harmonisations and/or uniformisations in various legislative and regulatory areas (nationality, economy, education, employment, etc.), but differences persist (working conditions, standard of living, housing conditions, healthcare systems, social policies, etc.) and upset the **European integration, particularly social integration**.

Finally, it is interesting to study the process and the reality of European integration together with the **evolution of the European Neighbourhood Policy** (considering the multilateralities), and to take into account common values and the search for **global security**.

Politický a administratívny vývoj Európskej únie je veľmi špecifický. **Viacúrovňová organizácia de facto** existuje, ale zároveň možno pozorovať bilaterality ale aj staré a nové **multilaterality**. Vývoj a perspektívy Európskej únie, najmä v oblasti spolupráce, musia počítat' s reálnou existenciou týchto multilateralít. Príklad Vyšehradskej štvorky je v tomto ohľade veľmi zaujímavý.

V tejto súvislosti je vhodné nastoliť niekoľko otázok: Aká je **úloha zastupiteľských úradov členských štátov** pri samotnej Európskej únii? Ich pôsobenie brzdí alebo napomáha budovaniu európskeho projektu? Favorizuje alebo nefavorizuje multilaterálne projekty?

Špecificky **kultúrna a ekonomická diplomacia** v rámci Európskej únie podporujú bilaterality, ktoré nie sú nevyhnutné v rámci európskej integrácie alebo európskej politiky susedstva. Konferencia vytvára priestor na prezentáciu rôznych názorov na vonkajšie politiky Európy.

Vývoj EÚ sa zdá byť v mnohých oblastiach ukončení, konvergencie, harmonizácie a / alebo uniformizácie v rozličných oblastiach legislatívy či noriem (národnosti, ekonomika, vzdelávanie, sociálne právo atď.), mnohé oblasti ešte zostávajú otvorené (pracovné podmienky, životná úroveň, bytové podmienky, zdravotný systém, sociálne politiky, atď.) a bránia prehĺbovaniu **európskej integrácie, najmä v sociálnej oblasti**.

Je zaujímavé pokúsiť sa o zostavenie perspektívy procesu európskej integrácie s **vývojom európskej politiky susedstva** (s ohľadom na multilaterality) s aspektom na spoločné hodnoty a hľadanie **globálnej stability**.





8 juillet 2014, Szeged / 8th July 2014, Szeged

**Entre intérêts et valeurs : bilan et défis de l'intégration en Europe centrale**  
**Between interests and values: Results and challenges of the integration in Central Europe**

*Sous la direction de Carine Guemar et Peter Kölnerr*

La session proposée à Szeged tente d'articuler intérêts et valeurs dans le contexte de la construction européenne.

Le premier thème est relatif à la **solidarité européenne** envers les nouveaux États membres et au risque de l'installation d'une Europe à plusieurs vitesses, les disparités sociales mettant en cause toute réelle intégration sociale.

La **construction européenne** est aussi le cadre de l'émergence d'une **Europe des régions**. Mais s'agit-il de régionalisme ou de régionalisation ? Comment s'exprime l'identité européenne sur le plan local et quelles sont les réalités locales de la participation des citoyens européens ?

Il est également proposé d'**articuler valeurs et constitutions** et d'analyser les identités constitutionnelles nationales par rapport au patrimoine constitutionnel commun. La position des textes et des dispositions constitutionnelles nationales peut constituer un instrument de réserve ou bien devenir un outil d'intégration.

Cette articulation s'exprime également avec la question de la **protection des droits fondamentaux** en Europe. En particulier, la **protection des minorités** reste un problème spécifique en Europe centrale et il faut s'interroger à la fois sur les notions, sur les procédures et sur les moyens juridiques de protection, et pour quels droits exactement.

Dernière thématique, la **mobilité est-ouest** : la réglementation européenne semble défaillante et on peut relever un manque de volonté politique. Ainsi cette mobilité est à la fois devenue un enjeu pour des comportements abusifs au sujet de la légitimité européenne et un argumentaire populiste dans certains discours politiques nationaux.

The proposed session in Szeged attempts to articulate interests and values in the context of European integration.

The first theme relates to **European solidarity** towards the new Member States and the risk of installing a multi-speed Europe, with social disparities as obstacles for any real social integration.

**European building** is also part of the emergence of a **Europe of regions**. But is it regionalism or regionalization? How is European identity expressed locally and what are the realities of the local participation of European citizens?

It is also proposed to **articulate Values and Constitutions** and to analyze the national constitutional identities in relation to the common constitutional heritage. The position of texts and of national constitutional provisions may serve as a spare instrument or become a tool for integration.

This articulation is also expressed with the question of the **protection of fundamental rights** in Europe. In particular, the protection of minorities remains a specific problem in Central Europe and we must consider the concepts, the procedures and the legal means of protection, and for what rights exactly.

The last theme is **East-West Mobility**. European regulation on this matter seems faulty and a lack of political will can be noticed. This mobility has become both an issue for abusive behavior related to European legitimacy and a populist pitch in some national political discourses.

A szegedi konferencia témája az európai integráció keretében megjelenő értékek és érdekek közötti egyensúly transzdiszciplináris vizsgálata.

Az első vizsgált kérdéskör az új tagállamok iránti **európai szolidaritás** és a több sebességű Európa kialakulásának veszélye, hiszen a tagállamok jelenlegi szociális különbségei mellett nem megvalósítható a szociális integráció.

Az **európai integrációban** kiemelt szerepet kap a **Régiók Európájának** megvalósítása. Regionalizmus vagy regionalizáció ? Hogyan lehet helyi szinten erősíteni az európai identitást és milyen az állampolgárok tényleges részvételi hajlandósága helyi szinten ?

A témához kapcsolódó másik kérdéskör az **értékek** megjelenítése az **alkotmányokban** és a nemzeti alkotmányos identitás és a közös alkotmányos hagyományok viszonya. Az alkotmányos rendelkezések mennyiben jelenthetik a szuverenitás korlátozásának garanciáját vagy lehetnek az integráció eszközei ?

A témához szorosan kapcsolódik az **alapvető jogok** védelme Európában. Különösen aktuális téma Közép-Európában a **kisebbségek védelme**, amelyen belül a jog tartalma, alapfogalmak, az eljárások és hatékony jogvédelmi eszközök is számos kérdést vetnek fel.

Utolsó javasolt kérdéskör a **kelet-nyugati migráció** : az európai szabályozás hiányosságai valós politikai akarat hiányáról tanuskodik. Ezért ez a fajta migráció és a visszélésszerű magatartások egyrészt gyengítik az integráció legitimitását, másrészt a nemzeti populista politikai viták központi kérdése lett.



## *Langue des communications / Languages for presentations*

Sofia : Bulgare, Anglais, Français / Bulgarian, English, French

Banska Bystrica : Anglais, Français, Slovaque / English, French, Slovak

Cluj : Anglais, Français, Roumain / English, French, Român

Szeged : Français / French

## *Langue des contributions / Languages for papers*

Anglais, Français / English, French

## **Propositions de contributions / Proposals for papers**

Les propositions de contributions (titre, résumé de la proposition, présentation personnelle de l'auteur) sont à adresser avant le **10 mars 2014** à Gilles Rouet, (gilles.rouet@gmail.com) et,

- pour la première session de Sofia à Anna Krasteva (anna.krasteva@gmail.com)

- pour la deuxième session de Banska Bystrica à Radovan Gura (radovan.gura@umb.sk)

- pour la troisième session de Cluj-Napoca à Sergiu Miscoiu (miscoiu@yahoo.com)

- pour la quatrième session de Szeged à Peter Kollner, peter.kollner@irsi.u-szeged.hu et à Carine Guemar, carine.guemar@irsi.u-szeged.hu.

Merci de préciser la session choisie.

Les langues de la contribution écrite et de la présentation orale seront le français ou l'anglais à Sofia, Banska Bystrica, Szeged et Cluj-Napoca, l'anglais uniquement à Cracovie.

Les contributeurs retenus seront avisés dès le **30 mars 2014** et les textes devront ensuite être adressés avant le **15 juin 2014**, pour la publication.

Proposals for papers, (with title, summary of the proposal, personal introduction of the author) should be sent before **March 10, 2014** to Gilles Rouet (gilles.rouet@gmail.com) and

- For the first session in Sofia also to Anna Krasteva (anna.krasteva@gmail.com)

- For the second session in Banska Bystrica also to Radovan Gura (radovan.gura@umb.sk)

- For the third session in Cluj-Napoca also to Sergiu Miscoiu (miscoiu@yahoo.com)

- For the fourth session in Szeged also to Peter Köllner, (peter.kollner@irsi.u-szeged.hu) and to Carine Guemar, carine.guemar@irsi.u-szeged.hu.

Thank you to specify the session of your choice.

The language of the written contribution and of the oral presentation will be French or English in Sofia, Banska Bystrica, Szeged and Cluj-Napoca, only English in Krakow.

Selected Contributors will be notified at least on **March 30<sup>th</sup>, 2014** and the texts should be sent before **June 15<sup>th</sup>, 2014**, for publication.

## *Comité scientifique et d'organisation / Scientific and Organizing Committee*

Annie Bartoli, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Anne-Coralie Bonnaire, Université Paris Descartes et de Leipzig

Ivaylo Ditchiev, Université St Clément d'Ohrid, Sofia

Serge Dufoulon, Université Pierre Mendès France, Grenoble

Antoni Galabov, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Carine Guemar, Institut Français de Hongrie, Institut des études internationales et régionales, Université de Szeged

Petia Gueorguieva, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Maya Grekova, Université St Clément d'Ohrid, Sofia

Radovan Gura, Université Matej Bel, Banska Bystrica

Philippe Hermel, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Ioana Hritcu, Université de Cluj-Napoca

Svetla Koleva, Académie des Sciences Bulgare, Sofia

Peter Köllner, Institut des études internationales et régionales, Université de Szeged

Anna Krasteva, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Péter Kruzsliz, Institut des études internationales et régionales, Université de Szeged

Christophe Lips, Larequoi, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Sergiu Miscoiu, Université de Cluj-Napoca

Miroslaw Natanek, Institute of European Studies, Krakow

Dariusz Niedźwiedzki, Institute of European Studies, Krakow

Ildiko Otova, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Grzegorz Pożarlik, Institute of European Studies, Krakow

Gilles Rouet, Larequoi, Université de Banska Bystrica, Institut Français de Bulgarie

Maria Rostekova, Université Matej Bel, Banska Bystrica

François Soulages, Université Paris 8, RETINA.International

Natasza Styczyńska, Institute of European Studies, Krakow

Peter Terem, Université Matej Bel, Banska Bystrica

Antony Todorov, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Gérard Wormser, Sens Public